



Accusé de réception en préfecture : 062-226200012-20240916-lmc1504205A-DE-1-1

Date de télétransmission : 02/10/2024

Date de réception préfecture : 02/10/2024

Publication électronique le : 2 octobre 2024

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 16 SEPTEMBRE 2024

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : M. Frédéric MELCHIOR

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, Mme Mireille HINGREZ-CÉRÉDA, Mme Valérie CUVILLIER, Mme Blandine DRAIN, Mme Maryse CAUWET, M. Ludovic LOQUET, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Laurence LOUCHAERT, Mme Karine GAUTHIER, M. Alain MEQUIGNON, Mme Evelyne NACHEL, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Jacques COTTEL, Mme Caroline MATRAT, M. Sébastien CHOCHOIS, Mme Sophie WAROT-LEMAIRE, M. André KUHCINSKI, Mme Fatima AIT-CHIKHEBBIH, M. Pierre GEORGET, Mme Carole DUBOIS, M. Olivier BARBARIN, Mme Zohra OUAGUEF, M. Etienne PERIN, Mme Maryse DELASSUS, M. Bruno COUSEIN, Mme Stéphanie RIGAUD, M. Philippe FAIT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, Mme Sylvie MEYFROIDT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Brigitte PASSEBOSC, M. François LEMAIRE, M. Marc SARPAUX, Mme Marie-Line PLOUVIEZ, M. Steeve BRIOIS, M. Ludovic PAJOT, M. René HOCQ, Mme Emmanuelle LEVEUGLE.

**Excusé(s)** : M. Daniel MACIEJASZ, M. Laurent DUPORGE, M. Claude BACHELET, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Alexandre MALFAIT.

**Assistant également sans voix délibérative** : M. Jean-Louis COTTIGNY, M. Jean-Marc TELLIER.

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Michel DAGBERT, M. Bertrand PETIT.

**18ÈME RENCONTRES NATIONALES DES SCOT (SCHÉMA DE COHÉRENCE  
TERRITORIALE) À ARRAS**

(N°2024-354)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, son article L.3232-1-1 ;

**Vu** la délibération n°2021-257 du Conseil départemental en date du 01/07/2021 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le Règlement Intérieur du Conseil départemental du Pas-de-Calais et, notamment, ses articles 18, 20 et 29 ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 6<sup>ème</sup> commission « Finances et service public départemental » rendu lors de sa réunion en date du 03/09/2024 ;

Monsieur Jean-Jacques COTTEL, intéressé à l'affaire, n'a pris part ni au débat, ni au vote.

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer au Scot de l'Arrageois (SCoTA) une participation financière de 5 000 € au titre de l'organisation des rencontres nationales des SCoT (Schémas de Cohérence Territoriale) du 28 au 30 août 2024 à Arras, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le Scot de l'Arrageois, la convention précisant les modalités de versement, les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette participation, dans les termes du projet joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C01-022A01	6568//93022	Actions de communication - Participation	492 600,00	5 000,00 €

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 43 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe Union pour le Pas-de-Calais ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 1 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)
---

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 16 septembre 2024

Pour le Président du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services,

Signé

Maryline VINCLAIRE

Direction Générale des Services

Direction des Finances

## ..... CONVENTION

Objet : 18èmes rencontres nationales des Scot du 28 au 30 aout 2024 à Arras

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du .....

Identifiée au répertoire SIRET sous le n° 226 200 012 00012

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

**Le Scot de l'Arrageois**, syndicat mixte dont le siège est 335 Allée du Général Girard Quartier des 3 Paralleles 62000 ARRAS, représentée par Madame Françoise ROSSIGNOL, présidente Identifiée au répertoire SIRET sous le n° 256 203 100 000 43

ci-après désigné par « Le SCOTA »

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit,

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la participation par le Département du Pas-de-Calais et les modalités de contrôle de son emploi pour la réalisation de l'action décrite à l'article 3.

### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique dans les relations entre le Département et Le SCOTA pour la mise en œuvre de l'action définie à l'article 3, en exécution de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 16 septembre 2024.

### **ARTICLE 3 : NATURE DE L'ACTION**

Une participation départementale est accordée par le Département pour la réalisation par le SCOTA de la manifestation suivante :

« 18ème Rencontre nationale des Scot à Arras du 28 au 30 août 2024 »

Par la présente convention, le SCOTA s'engage à réaliser ses objectifs et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

### **ARTICLE 4 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique à compter de sa date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2024 inclus.

Elle régit les obligations nées entre les parties pendant cette période. Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU SCOTA**

- I- Le SCOTA s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Département tout fait de nature à entraîner la non réalisation ou la réalisation partielle de l'action et à accepter le contrôle des services du Département.
- II- Le SCOTA s'engage à fournir, à l'issue de la manifestation, une justification des dépenses réalisées, dûment certifiées conformes aux originaux. En outre, il s'engage à communiquer un compte-rendu de la manifestation, précisant dans quelles conditions, la promotion de l'image de marque du Département a été mise en œuvre et la manifestation organisée.
- III- Le SCOTA s'engage à être en règle et souscrire valablement les assurances inhérentes à l'organisation de la manifestation (responsabilité civile ; ainsi que toute garantie complémentaire qui pourrait être exigée en relation avec les conditions réelles d'organisation de la manifestation).

### **ARTICLE 6 : OBLIGATION PARTICULIERE**

Le SCOTA s'engage à respecter la charte à l'intention des partenaires bénéficiant d'une aide ou d'un soutien du Conseil départemental du Pas-de-Calais, intitulée « obligations et contreparties en matière de communication », consultable sur le site internet du Département à l'adresse suivante : <https://www.pasdecalais.fr/Partenaires/Contreparties-communication> ainsi que la charte graphique dédiée.

Dans cette charte à l'intention des partenaires, le SCOTA s'engage notamment à :

- promouvoir l'image du Conseil départemental, en rappelant le soutien du Département et en faisant apparaître son logo sur les différents supports de communication utilisés (plaques inaugurales, affiches, insertions publicitaires, supports dématérialisés (web et réseaux sociaux), dossards et sur tous les supports de promotion utilisés lors de la manifestation, communiqués et dossiers de presse).
- associer le Département aux différents points presse et présentations officielles qui seraient organisés dans le cadre du contrat de partenariat. Le choix des dates retenues devra s'effectuer impérativement dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre l'association et le Département.
- permettre au Département d'installer des supports de communication sur l'ensemble des sites où se dérouleront les manifestations et autres opérations de promotion (flammes, calicots, looks and roll, pop-up...). Ainsi, la visibilité de l'institution devra être clairement identifiée durant l'évènement.
- permettre au Département de diffuser de courts messages sonores lors de l'évènement.

## **ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention sera effectué par les services départementaux. Il peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. Le SCOTA doit tenir à la disposition des services du Département tout élément nécessaire à l'évaluation de l'action soutenue.

## **ARTICLE 8 : MONTANT DE LA PARTICIPATION**

Le montant de la participation du Département est de 5 000 € au titre des actions de promotion et de communication du Département.

## **ARTICLE 9 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION**

Le montant de l'aide accordée sera versé :

- après signature de la convention,
- sur présentation d'un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal ou de Caisse d'Epargne

Le non-respect des obligations énumérées aux articles 5 et 6 implique purement et simplement l'annulation de l'aide départementale et le rejet systématique de toute nouvelle demande financière pour des manifestations de même type.

## **ARTICLE 10 : MODALITES DES PAIEMENTS**

Le Département procédera au mandatement de la somme annoncée et le virement sera effectué par le Payeur Départemental (comptable assignataire de la dépense)

au compte N° .....

ouvert au nom de .....

dans les écritures de la banque .....

Le SCOTA reconnaît être avertie que le versement ne peut intervenir qu'après la production d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.), postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

## **ARTICLE 11 : AVENANT**

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant signé par les parties. La demande de modification est faite par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département si l'action soutenue n'est pas exécutée dans des conditions conformes à ses dispositions.

La résiliation prend effet un mois après la réception de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai est compté de quantième à quantième. Le jour de la réception de la notification ne compte pas. Ce délai n'est pas susceptible de prorogation.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée sans préavis.

## **ARTICLE 13 : REMBOURSEMENT**

Il sera demandé au SCOTA de procéder au remboursement total de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

- dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département, que la manifestation prévue ne s'est pas tenue,
- ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;

- ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale ;
- ou dès lors que l'image et le partenariat du Département n'auraient pas été promus.

La Commission Permanente du Conseil départemental sera, dans ces cas, informée systématiquement, préalablement à l'émission du titre de recette.

#### **ARTICLE 14 : VOIES DE RECOURS**

En cas de difficulté, les parties tenteront de trouver une solution amiable. A défaut, chaque difficulté relative à l'exécution des présentes devra être portée devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Fait en 2 exemplaires originaux

**A Arras, le**

**A XXXXXX, le .....**

**Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Et par délégation,**

.....

**Pour Le SCOTA,  
La Présidente,**

.....

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**REUNION DU 16 SEPTEMBRE 2024**

**18ÈME RENCONTRES NATIONALES DES SCOT (SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE) À ARRAS**

Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification dans le cadre d'un projet d'aménagement stratégique.

Les schémas de cohérence territoriale (SCoT) sont des documents de planification stratégique à long terme créés par la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) en décembre 2000, dont le périmètre et le contenu ont été revus par l'ordonnance du 17 juin 2020 de modernisation des SCoT, afin d'être adaptés aux enjeux contemporains.

Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, dont celles de la biodiversité, de l'énergie et du climat...

Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique, et les transitions écologiques, énergétiques, démographiques, numériques...

Après les SCoT de Nîmes, Besançon et Saint Malo, le Scot de l'Arrageois (SCOTA) a été retenu pour accueillir les 18èmes rencontres Nationales des SCoT à Arras les 28, 29 et 30 août 2024 à Arras.

Ces rencontres nationales annuelles constituent un temps fort pour toutes les structures porteuses de Scot (adhérentes ou non à la Fédération) mais aussi pour tous les partenaires publics ou privés (services de l'Etat, des collectivités territoriales, agences d'urbanismes, bureaux d'études, opérateurs immobiliers par exemple) afin de débattre et d'échanger autour de thèmes d'actualité.

A l'heure de la mise en œuvre des modifications de certains documents d'urbanisme avec l'application de la loi Climat Résilience, de la loi ENergies Renouvelables, de la loi industrie verte, des nouveaux SRADDET, cet événement, qui va réunir Elus et techniciens, est un lieu d'échange et de partage des expériences important pour notre

territoire départemental.

Les rencontres nationales des SCOT ont pour thème, cette année, « 50 nuances de vert, construire sa stratégie écologique territoriale ».

Sur ces trois journées seront donc abordés les thèmes de l'eau et des stratégies à adopter face aux défis du changement climatique, de la reconquête de la biodiversité et des atouts de la renaturation.

Le Conseil départemental a été sollicité afin d'apporter son soutien financier à l'organisation des 18èmes rencontres Nationales des SCoT dans un contexte où notre territoire connaît les premières conséquences du dérèglement climatique.

Au second semestre de l'année, le Pas-de-Calais bénéficiera d'une couverture médiatique assez exceptionnelle en ce qui concerne les questions relatives à l'aménagement du territoire et à la nécessaire résilience liée au réchauffement climatique. En effet, après ces rencontres nationales des SCoT à Arras, la ville de Saint-Omer accueillera du 9 au 11 octobre les rencontres nationales des agences d'urbanisme et le forum d'information sur les risques majeurs se déroulera également à Arras les 11 et 12 décembre prochains. Deux autres rendez-vous réunissant des partenaires et des professionnelles de ces thématiques et pour lequel le Département a été sollicité pour une aide financière, mais aussi pour apporter toute son expertise et son savoir-faire en la matière.

Après les épisodes des inondations de l'hiver dernier, il s'agit aussi pour notre collectivité d'échanger avec d'autres acteurs et collectivités ayant subi ce type de phénomènes climatiques, pour mieux les comprendre, les anticiper et ainsi permettre de limiter leurs effets dans le temps.

Il convient de statuer sur cette affaire, et le cas échéant :

- D'attribuer au Scot de l'Arrageois (SCoTA) une participation financière de 5 000 € au titre de l'organisation des rencontres nationales des SCoT du 28 au 30 août 2024 à Arras, selon les modalités reprises au présent rapport ;
- De m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le SCot de l'Arrageois, la convention précisant les modalités de versement, les conditions d'utilisation et de contrôle de l'emploi de cette participation, dans les termes du projet joint au présent rapport.

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C01-022A01	6568/93022	Actions de communication - participation	492 600,00	266 500,00	5 000,00	261 500,00

La 6ème Commission - Finances et Service Public Départemental a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 03/09/2024.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY